

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Vendredi
24 septembre 1976
No 532

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Un arrière-plan très politique

Après son meilleur exposé présentant le catalogue de mesures antipopulaires que vient d'adopter le Conseil des ministres, Barre concluait la main sur le cœur : «Je ne céderai à aucune pression d'intérêt particulier, même électoral». C'est sans doute, dans la liste des mensonges égrenés ce soir là, le plus gros de tous.

Les capitalistes sont préoccupés à plus d'un titre : dans la conjoncture actuelle ils ne font pas autant de profits qu'ils le voudraient, que les lois impitoyables de la concurrence internationale l'exigent. Il leur faut donc pressurer davantage encore la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs.

Par des mesures éminemment antipopulaires et qui ne peuvent que provoquer une colère accrue de la part des exploités qui en sont victimes. Car le gouvernement bourgeois ne doit guère nourrir d'illusions sur l'efficacité de son discours sur la prétendue «solidarité nationale». Les arguments du genre : «Nous sommes tous embarqués dans la même galère, c'est tous ensemble qu'il faut ramer» ont fait long feu depuis belle lurette. Le peuple, les simples gens ont des yeux pour voir, un cerveau pour penser. Les petits paysans savent bien qu'ils ne sont pas logés à la même enseigne que les gros, les ouvriers savent bien que les «PDG salariés» ne sont pas des leurs, que les accidents du travail, les expulsions, le chômage et les fins de mois difficiles ne sont pas l'affaire de tous. Et le discours de Barre a du faire se serrer de colère des milliers de poings.

Le gouvernement sait bien que ces poings cherchent une issue pour frapper. Il sait aussi que les tenants de «l'Union de la gauche» tentent de canaliser cette immense force populaire à leur profit qui n'a rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière et du peuple. Au fond, il a bien raison ce commentateur bourgeois de la radio qui annonçait que «la campagne électorale des législatives de 1978 commencera le 23 septembre, au lendemain de l'annonce du plan Barre».

(suite p.3)

A BAS LE PLAN D'AUSTERITE !

Le plan d'austérité présenté par le 1er ministre Raymond Barre, au nom du gouvernement, prend place parmi les mesures les plus rétrogrades de ces dernières années, portées par la bourgeoisie monopoliste et impérialiste française contre les masses populaires. Ce plan, comme tous ceux qui l'ont précédé, se situe dans le cadre de la défense du système capitaliste en crise, et donc est incapable de juguler l'inflation. Cela prouve au contraire que

Abordons le tableau des principales mesures et tout d'abord celles qui portent atteinte aux personnes ayant un revenu modeste.

L'impôt 1976 (calculé sur les revenus acquis en 1975) est majoré de 4%, pour les contribuables payant entre 4 500 F et 20 000 F d'impôt quel que soit le nombre de parts de quotient familial. On peut constater, l'écart de la fourchette est suffisamment important et touche des catégories suffisamment différentes, que ceux qui payent 4 500 F vont en souffrir plus que ceux qui payent 20 000 F, vu que les revenus de ces derniers leur permettent toujours de vivre grassement. De plus les contribuables sont appelés à payer l'addition dans des délais plus courts que d'ordinaire.

Ils peuvent participer à un emprunt d'Etat (appelé «emprunt libérateur») remboursable en 5 ans avec un taux d'intérêt de 6% c'est à dire très nettement inférieur à la hausse des prix qui sera intervenue entre temps.

Majoration de la vignette auto : la hausse sera vertigineuse, de 43 à 127% selon la puissance du véhicule. Elle sera par exemple de 54% pour ceux de 8 à 11 chevaux (passant de 260 à 400 F).

Majoration de l'essence de 15% (le super passe à 2,25 F et l'ordinaire à 2,09 F). L'impôt représente désormais 60% du coût du carburant.

Le gas-oil est majoré de 3% et le fuel de 6%, alors que ce dernier fait parti des produits de 1e nécessité pour de nombreuses familles qui s'en servent comme moyen de chauffage.

Institution d'une taxe de 4% sur les magnétophones, et 10% d'augmentation sur l'alcool.

Quant au point le plus

important, le blocage des prix et des salaires, celui-là, il est bien enrobé. Les prix sont bloqués jusqu'à la fin 1976 et les tarifs publics, transports, cars, loyers..., jusqu'au 1er avril 1977. C'est se moquer du monde puisque ces derniers ont été fortement augmentés ces derniers mois, et le gouvernement ne se gênera pas de

recommencer aussitôt, donnant comme prétexte qu'ils n'ont pas augmenté depuis longtemps ! Il prétend qu'ils n'augmenteront pas de plus de 6,5% en 1977, mais ça, c'est comme les prévisions sur la hausse des prix, il y a les paroles et il y a les actes et un sacré écart entre les deux.

(suite p.3)

REGAIN DE TENSION EN CISJORDANIE OCCUPEE

Comme chaque année à la même époque, les autorités sionistes encouragent et soutiennent une «marche sur Jérusalem» qui est une véritable provocation contre les populations arabes des régions qu'elle traverse. Elle avait été marquée, l'an passé, par de nombreux incidents, les habitants des villages arabes situés sur l'itinéraire de cette manifestation sioniste de grande ampleur accueillant les marcheurs par une grêle de pierres qui jetait la confusion dans leurs rangs.

La tension est d'autant plus vive en ce moment que de nombreux accrochages ont déjà eu lieu dans les territoires occupés, notamment près d'Hébron où des sionistes ont tiré sur de jeunes palestiniens qui voulaient les empêcher d'aller occuper le siège actuel de l'UNWRA (organisation des réfugiés palestiniens) installé dans une ancienne synagogue. Les journaux d'Amman faisaient état mercredi de «combats de rue» et de heurts entre les habitants arabes et les forces israéliennes en Cisjordanie occupée.

Tanzanie

Avertissement aux superpuissances

Le président tanzanien, Julius Nyerere, vient de mettre clairement en garde les superpuissances contre un engagement militaire en Afrique Australe. C'est de l'aéroport de Lagos en route pour un voyage en Guinée Bissao, qu'il a tenu à lancer cet avertissement.

Il a affirmé que les Africains combattront jusqu'au dernier homme si les superpuissances prennent le risque de déclencher une troisième guerre mondiale en exploitant la situation en Afrique Australe pour tester leur puissance militaire en vue de s'emparer de ce territoire !

Il a notamment déclaré :

«Nous nous libérerons par nous-mêmes et combattrons si les superpuissances estiment, dans leur rivalité pour la domination, qu'elles devraient se confronter en Afrique Australe... il est certain que nous ne les invitons pas à venir en Afrique Australe.»

Le président tanzanien a conclu en appelant les pays africains à donner, dans cette étape de la lutte de libération en Afrique, l'aide maximum aux combattants de la liberté.

Cette mise au point on ne peut plus claire intervient au moment où



Les fusils de l'indépendance ne se laisseront pas détourner.

(photo Chine Nouvelle).

le gouvernement raciste de Rhodésie fait courir le bruit qu'il serait prêt à accepter le principe du transfert du pouvoir à la majorité noire, selon les modalités proposées par Kissinger.

Mais de son côté le dirigeant nationaliste africain Joshua Nkomo, président de la branche intérieure de l'ANC a fait savoir que ces proposi-

tions comportaient de «très sérieuses lacunes» et qu'il entendait en discuter avec les autres responsables des mouvements de libération. Le Mozambique quant à lui a catégoriquement rejeté les conclusions des entretiens Smith-Kissinger et réaffirmé son plein soutien aux combattants du Zimbabwe.

L'hommage des peuples révolutionnaires du monde au président Mao

Dans le monde entier, la disparition du président Mao continue de susciter de multiples témoignages de peine et de détermination à suivre la voie révolutionnaire qu'il a tracée.

En Albanie, plusieurs milliers de personnes ont défilé à l'ambassade de Chine à Tirana pour présenter leurs condoléances. 5 000 ouvriers du complexe mé-

à la vie et à l'œuvre du président Mao. Le 18 septembre, les sirènes du port de Durres mugissaient en même temps que celles de toute la Chine.

En Corée aussi, toutes les sirènes étaient actionnées en signe de deuil, à l'heure de la cérémonie des obsèques à Pékin, pendant que les véhicules et les passants s'immobilisaient sur place pour

té Kim Il Sung, à la centrale électrique de Chongchong, sur le chantier naval de Yalu, célébrant l'amitié sino-coréenne scellée dans le sang.

En Tanzanie, à Dar Es Salam la capitale, plus de 10 000 membres de l'organisation de la Jeunesse ont tenu un rassemblement en hommage au président Mao, auquel assistaient divers représentants du Parti de l'U-

du pays, 25 000 personnes se sont dirigées en cortège vers la résidence de l'équipe médicale chinoise pour une cérémonie de commémoration. Brassard noir au bras, les dirigeants du parti et de l'État ont monté une garde d'honneur, aux côtés des médecins chinois, devant le portrait du président Mao.

A Zanzibar, 10 000 jeunes ont défilé en silence, portant des pancartes où l'on pouvait lire : « Nous, Tanzaniens, pleurons la disparition d'un révolutionnaire du monde. »

Au Bénin, (ex Dahomey) une grande cérémonie présidée par le chef de l'État, Mathieu Kérékou, a eu lieu au palais de la présidence, devant l'ensemble du gouvernement, les dirigeants du Parti de la révolution populaire et plus d'un millier de représentants des organisations de masse. Mathieu Kérékou a déclaré à cette occasion : « C'est pour nous révolutionnaires Béninois, un devoir national et internationaliste, d'honorer la mémoire du président Mao... Nous devons transformer notre profonde affliction et notre vive douleur causée par cette perte d'un éminent révolutionnaire, en prenant l'engagement d'aller de l'avant dans notre lutte de libération nationale. »

En Zambie, une semblable cérémonie a eu lieu au cours de laquelle, après trois minutes de silence observées à la mémoire du président Mao, le président Kaunda a déclaré : « Nous honorons la mémoire d'un ami authentique qui le fut dans la joie du succès comme dans les moments de malheur et de désespoir. »

Complot américain contre la Corée

Depuis les incidents d'août dernier provoqués par les troupes américaines et leurs pantins sud coréens dans la zone démilitarisée du pays, la tension n'a cessé de croître en Corée. L'impérialisme US renforce son arsenal tactique et nucléaire pendant que les fascistes au pouvoir à Séoul accentuent davantage encore leur cruelle répression antipopulaire. C'est pour informer de cette grave situation, tournée contre la République démocratique populaire de Corée que l'Association d'amitié France Corée tenait une conférence de presse hier matin à Paris.

On sait que depuis de longues années déjà, les États-Unis utilisent mensongèrement le drapeau de l'ONU pour maintenir une présence militaire agressive en Corée du Sud. Loin de se replier conformément à la volonté exprimée tant par l'Assemblée générale de l'ONU que par le peuple coréen tout entier, la Maison blanche dépeint ces derniers temps une activité fébrile en Corée du Sud. Après leurs retentissantes défaites en Indochine, les dirigeants américains affichaient publiquement leurs intentions agressives sur ce pays : le 1er Mai 1975, l'ex-secrétaire américain à la Défense, Schlesinger, affirmait que « la zone de défense avancée, après le retrait du Vietnam, est l'Europe occidentale et la Corée du Sud ». Son successeur à la Défense, Rumsfeld, lui faisait écho le 27 janvier 1976 en déclarant : « De même que l'Europe occidentale, la Corée et le Japon constituent deux points d'appui des États-Unis pour la défense et la disposition des postes avancés des États-Unis dans ces régions et le pivot principal

de leur stratégie mondiale ». Durant la même période, l'État-major américain renforçait son stock d'armes nucléaires en Corée du Sud, menaçant que « l'emploi d'armes nucléaires ne sera pas exclu » dans une future guerre de Corée et qu'il « n'hésiterait pas à employer le premier des armes nucléaires ».

L'impérialisme US ne devait pas en rester aux menaces verbales : les effectifs militaires américains en Corée du Sud se montent aujourd'hui à 42 999 hommes, 160 chasseurs bombardiers, 150 tanks, 900 canons de différents calibres, 800 bombes et obus atomiques. Ces effectifs s'ajoutent aux 700 000 hommes de l'armée régulière sud coréenne, équipée jusqu'aux dents par leurs maîtres américains.

Sur le plan intérieur le dictateur Park Jung Hi continue de régner par la terreur. Toutes formes de libertés publiques sont interdites, la presse est muselée, le droit de réunion n'existe pas. Cela n'empêche pas la colère populaire de s'exprimer avec de plus en plus de vigueur contre les fascistes de Séoul et leurs maîtres américains. Les arrestations, les tortures, les nombreuses pendaisons de communistes, patriotes et démocrates n'y peuvent rien.

Cette opposition s'incarne actuellement dans la lutte pour la libération du poète Kim Chi Ha, qui, comparu 7 fois depuis juin devant le tribunal militaire de Séoul, peut à tout moment, être condamné à mort. Sa voix qui perce les murs de sa prison galvanise tout le peuple qui souffre :

« La volonté du peuple est la volonté du ciel Absolu le pouvoir corrompt absolument »

*Absolument il sera détruit !
Ouvriers dans les villes
Paysans dans les campagnes
Secouez le ciel et la terre
Les patriotes vous protégeront !
Qui peut nous arrêter ?
Levons-nous pour renverser la dictature
Realisons la Revolution démocratique ! »*

Cette voix du peuple opprimé en Corée du Sud, nous avons le devoir de la faire entendre à notre propre peuple. Pour qu'il exige la fin des relations privilégiées que la bourgeoisie impérialiste française entretient avec les fascistes de Séoul, la reconnaissance de la République populaire démocratique de Corée, le départ des troupes américaines et la réunification pacifique et démocratique du pays.

Souvenirs photographiques du président Mao

L'Agence Chine nouvelle vient de diffuser une importante série de photos inédites du président Mao, prises à différentes époques de son combat révolutionnaire. Nous en publions pendant quelques temps une chaque jour sous le titre : « Souvenirs photographiques de président Mao ». Ci-dessous, le président Mao est entouré d'une chaleureuse délégation d'amis d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. (1959).



tallurgique d'Eibasan ont organisé une cérémonie à sa mémoire. De multiples meetings ont eu lieu dans les districts de Tirana, Sliko-dra, Elbasan, Berat, Tropoja, Vlora, Fier, Durres et Mati. La radio et la télévision nationales ont consacré plusieurs programmes spéciaux

une minute de silence. Plus de 10 000 personnes ont défilé à l'ambassade de Chine à Pyongyang pour un dernier hommage. De nombreuses autres se sont rendues au siège de la Délégation des volontaires chinois. De nombreux meetings ont eu lieu notamment à l'universi-

nion nationale africaine du Tanganyika (Tanu). Le cortège, auquel s'était joint de jeunes ouvriers, des paysans et des combattants des milices populaires et de l'armée, s'est dirigé vers l'ambassade de Chine à travers les artères principales de la capitale.

A Tabora, au nord-ouest

Liban ENTREE EN FONCTION DU PRESIDENT SARKIS

A quelques heures de la prestation de serment du sixième président de la république libanaise, Elias Sarkis, l'intensification des combats tant à Beyrouth que dans la montagne, semblait indiquer que le 23 septembre ne marquerait pas le passage de la guerre à la paix au Liban.

La cérémonie de passation des pouvoirs de Soleiman Frangié au nouveau président élu le 8 mai dernier, doit normalement se dérouler au siège provisoire de la Présidence de la république ; de là le nouveau président se rendra dans la localité de Chtaura pour prêter serment devant les députés du Parlement libanais. Les députés du « parti socialiste progressiste » de Kamal Joumblatt, contestant le choix de ce lieu, contrôlé par les troupes syriennes, ont décidé le boycott de la cérémonie, de même qu'une partie des chefs musulmans traditionnels.

Enfin, on parle beaucoup à Beyrouth d'une récente rencontre au sommet regroupant l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Syrie et l'Égypte destinée à « éclaircir l'atmosphère arabe » et à préparer le « sommet arabe » du 18 octobre prochain.

A bas le plan d'austérité !

UN BLOCAGE DEGUISE DES SALAIRES

Suite de la page une.

Quant aux salaires, le gouvernement sait très bien que la pillule est trop grosse pour l'avaler telle quelle. Alors il parle «de maintien strict du pouvoir d'achat en 1977», cela basé bien sûr sur l'indice truqué de l'INSEE. Ce qui fait que même s'il arrive, par de savantes manipulations — en diminuant la hausse réelle des prix et en augmentant la hausse réelle des salaires — à faire croire qu'il a gagné son pari, grâce à la politique contractuelle, chaque travailleur, chaque ménagère sera en mesure de constater qu'il n'en est rien,

que la politique contractuelle est tout bénéfique pour les capitalistes.

Parmi les mesures démagogiques visant à faire croire que les capitalistes sont «bons et généreux», il y a le léger abaissement de la TVA (de 20 % à 17,66 %), l'abaissement de la remise (de 20 à 10 %) aux gérants gagnant plus de 150 milles francs par an, la majoration de 4 % de l'impôt sur les sociétés, sans oublier un point qui ne manque pas de piquant : les 20 000 capitalistes de la terre, dont les recettes (avouées) des

années 1975 et 1976 ont exécuté un total de 800 000 F paieront — au titre de la «solidarité agricole» — une contribution exceptionnelle de 0,17 à 0,50 % de leurs recettes, le 15 décembre prochain.

Par contre il prévoit — pour donner le change — une aide aux capitalistes des petites et moyennes entreprises pour qu'ils accroissent leurs fonds, et des allègements fiscaux pour les sociétés mutuelles. L'aide aux capitalistes de tout bord, pour favoriser l'investissement (Giscard avait lancé la même rengaine il n'y a pas si longtemps) sera incité par des facilités exceptionnelles en matière d'amortissement, par un emprunt de 3,5 milliards au profit des PME (1), des conditions favorables seront accordées pour les investissements productifs (donc qui rapportent de gros bénéfices) des entreprises exportatrices. Voilà qui montre bien que en fonction qu'il s'agisse des capitalistes ou des masses laborieuses il y a 2 poids, 2 mesures.

Plan sécheresse

INJUSTICE ET ARBITRAIRE

Le ministre de l'Agriculture, Bonnet, devait donner quelques précisions — mais pas trop de détails — sur les mesures que le gouvernement appelle de façon mensongère «aide aux agriculteurs sinistrés».

Quelles sont ces mesures ?

1) La somme globale attribuée à cette prétendue «aide» est de 6 milliards de francs au total. Somme équivalente à peu près à celle (5,6 milliards) estimée par la cour des comptes pour les pertes dues à la sécheresse et qui a été volontairement sous-estimée.

2) La somme globale de 6 milliards n'est pas pour l'aide directe, car 1,5 milliards iront aux prêts «jeunes agriculteurs». C'est-à-dire que premièrement ce n'est pas une indemnité et deuxièmement, cette somme n'aidera pas les petits paysans, puisqu'en général, pour obtenir ces «prêts», il faut prouver que son exploitation est «rentable» et «compétitive» selon les critères de la bourgeoisie monopoliste.

3) La division opérée par le gouvernement dans son

premier plan de la fin août change de forme mais pas sur le fond : d'une part, le gouvernement fait mine de se laver les mains en faisant reposer la répartition sur les préfectures (mais qui ignore que les préfectures sont les délégués du pouvoir d'État central et qu'elles n'agissent que sur son ordre ?) ; d'autre part, Bonnet a parlé de dix sept départements les plus touchés (Bretagne, Normandie, Pays de Loire et Bourgogne), ce qui sous-entendait des différences d'attribution des indemnités sur la base d'une répartition géographique.

Ensuite l'essentiel (90 %) de l'aide ira aux éleveurs. Nous ne sous-estimons pas que ce sont les éleveurs les plus touchés, mais nous savons qu'avec un tel plan, beaucoup de petits agriculteurs non-éleveurs, gravement atteints par la sécheresse, ne seront pas indemnisés.

4) Pour faire passer la couleur de ces maigres indemnités, Bonnet a annoncé l'ouverture de crédit exceptionnel par des prêts

sur sept ans à faible taux d'intérêt. Seulement, ceux qui prendront ces prêts seront encore une fois les gros et certains moyens qui en profiteront pour chasser les petits par la spéculation. C'est ce à quoi l'on assiste en ce moment avec l'achat massif par les gros de stocks de spéculation de fourrage et autres aliments de bétail.

Ces mesures, contrairement à ce qu'il avait été fallacieusement annoncé, ne maintiendront pas le revenu 76 des petits agriculteurs au niveau de 75. Ces mesures sont injustes et arbitraires : elles profitent aux gros et ne permettent absolument pas aux petits paysans de faire face aux pertes subies pour passer l'hiver.

La seule voie à suivre est donc aujourd'hui l'union des petits paysans avec les ouvriers des villes et des campagnes, gravement atteints par le plan gouvernemental ; l'union des petits paysans pour la défense de leurs intérêts ; l'union des petits paysans avec les paysans moyens en difficulté (voir article page 5).

UN ARRIERE-PLAN TRES POLITIQUE

Suite de l'éditorial

Le gouvernement frappe fort aujourd'hui pour être en mesure de lâcher du lest aux moments chauds de la période électorale. L'allusion de Barre à la fin de l'année 1977 comme terminus des épreuves, assortie même de la promesse d'une «prime de rattrapage», est on ne peut plus transparente.

Les chantres du Programme commun, eux, vont sauter à pieds joints sur l'occasion pour tenter de détourner la colère populaire sur une perspective électorale. En tout premier lieu, le parti révisionniste et la CGT dont il contrôle la direction et l'orientation. Écoutons les bien ces jours-ci. Derrière la démagogie effrénée de leurs discours, qu'on-ils d'autres à nous dire que «Votez pour nous en 1978

et ce sera la fin de vos misères». La force de nos poings serrés et levés pour la lutte, ils veulent la briser pour y glisser un bulletin de vote, nous enchaîner avec des menottes d'illusions.

Mais les vers du poète sud-coréen Kim Chi Ha dont nous parlons en page deux, s'appliquent à ces politiciens bourgeois aussi bien qu'à leurs rivaux qui détiennent aujourd'hui les rênes de l'État capitaliste.

«Si l'on attendait les années 80 pour lesquelles on nous promet l'abondance, nous finirions par nous rompre en deux tronçons à force de nous serrer la ceinture.»

Balayons tous les diseurs de mensonges et les semeurs d'illusions. L'heure est à l'action, à la lutte unie et résolue. Dès aujourd'hui.

LES REVISIONNISTES FRANCAIS ET LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS (3)

CALOMNIEZ... CALOMNIEZ...

Nous avons vu hier quelle avait été l'attitude des dirigeants du PCF vis-à-vis du Parti communiste chinois, sur des questions telles que l'indépendance des partis, le type de rapports devant exister entre eux. Voyons aujourd'hui quelques-unes des calomnies qu'ils ont déversées et continuent de déverser à l'égard du Parti communiste chinois.

1) Ils ont cherché à présenter Mao Tsé-toung et le Parti communiste chinois comme des fauteurs de guerre, afin de dénaturer ses justes positions sur l'attitude à adopter face à l'impérialisme. C'est ainsi qu'en 1964 Thorez déclarait : «Bien légers ceux qui refusent de souscrire au Traité de Moscou, qui veulent leur bombe atomique bien à eux, et même, comme les dirigeants chinois, osent écrire que sur les ruines de l'impérialisme défunt, les peuples créeront avec une extrême rapidité une civilisation mille fois supérieure, un avenir véritablement radieux.»

Or, voici le texte exact publié par le Parti communiste chinois en 1960 dans le recueil «Vive le léninisme» :

«Nous nous sommes toujours opposés aux guerres criminelles déclenchées par les impérialistes, car les guerres impérialistes imposent d'énormes sacrifices aux peuples des différents pays (y compris les peuples des États-Unis et des autres pays impérialistes). Mais, si les impérialistes

s'obstinent à imposer ces sacrifices aux peuples des différents pays, nous sommes persuadés que, comme l'expérience de la révolution russe et de la révolution chinoise l'a justement démontré, ces sacrifices seront récompensés. Sur les ruines de l'impérialisme défunt, les peuples victorieux créeront avec une extrême rapidité une civilisation mille fois supérieure, un avenir véritablement radieux...»

L'objectif de ces mensonges était de dénaturer les positions du Parti communiste chinois soutenant les luttes de libération nationale, appelant les peuples à combattre l'impérialisme fauteur de guerre, tandis qu'à cette époque les dirigeants révisionnistes cherchaient à embellir l'impérialisme, faisant croire dans la possibilité d'une «paix éternelle». Alors qu'à cette époque la collusion régnait dans les rapports entre l'URSS et les USA pour le partage des zones d'influence sur le dos des peuples, les dirigeants du PCF qualifiaient les communistes chinois de «bellicistes» tandis qu'eux-mêmes faisaient l'éloge de Kennedy, Johnson et autres criminels.

2) Ils ont cherché à donner de Mao Tsé-toung l'image d'un «tyran». C'est ainsi que le révisionniste Jean-Emile Vidal, dans un livre intitulé «Où va la Chine ?», publié en 1967 sous les auspices d'Etienne Fajon et Jacques Duclos, écrivait : «On peut

se demander si jamais un chef a jamais été plus opposé aux masses qu'en Chine aujourd'hui.» Ce pauvre individu cherchait encore à faire croire en un «embrigadement» du peuple chinois et écrivait : «Le peuple chinois, dans son ensemble est plus ou moins prisonnier de ces litanies quotidiennes concernant le «grand chef», le «grand timonier».

3) Ils ont cherché à faire croire que sous la direction de Mao Tsé-toung la Chine allait d'échecs en échecs, cherchant à cacher les formidables progrès accomplis dans l'édification du socialisme. Le même Vidal déclarait des communes populaires «qu'elles n'eurent que la moisson à effectuer... et l'effectuèrent mal».

4) Lors de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, les révisionnistes voyant leurs espoirs de restauration du capitalisme en Chine gravement compromis, firent tout pour la calomnier. Cette haine apparaît par exemple dans un texte de Léo Figueres de 1968 déclarant : «Mao s'est servi sous le prétexte de «révolution culturelle» de jeunes et d'écoliers pour écraser et éliminer les forces qui au sein du parti chinois luttait contre sa ligne insensée».

On pourrait allonger encore la liste des attaques, mensonges, insultes, proférés par les dirigeants du PCF contre Mao Tsé-toung en écho de ceux des révisionnistes soviétiques.

L'hommage des ouvriers de Renault au président Mao

Le jour même où se tenait à Pékin la grandiose cérémonie des obsèques du président Mao, une délégation de 5 représentants des ouvriers de l'usine Renault-Billancourt s'est rendue à l'ambassade de Chine populaire. Elle a déposé devant le portrait du président Mao une couronne de roses fraîches et a remis aux camarades chinois un message portant les signatures de nombreux ouvriers de l'usine. Ce message dit notamment : «Le président Mao est pour nous celui qui a rendu au peuple chinois sa dignité, celui qui n'a cessé de lutter contre tous les ennemis de la classe ouvrière, celui à qui nous devons l'enrichissement de la pensée révolutionnaire.»

Cet hommage venu d'un des bastions les plus représentatifs de la classe ouvrière de France, que les révisionnistes tentent souvent d'annexer, symbolise l'attachement de tous les ouvriers de notre pays à la pensée révolutionnaire du président Mao.



Foyer de l'enfance de Brétigny-sur-Orge

LUTTE EXEMPLAIRE ET VICTOIRE TOTALE

Nous reproduisons presque intégralement l'article de camarades de Brétigny (dans l'Essonne), malgré sa longueur, car il nous paraît exemplaire. Il montre en effet les conditions concrètes qui ont poussé les travailleurs à déclencher la lutte, sur quelles bases elle a été menée et surtout l'enjeu politique. Nous rappelons par ailleurs que les récits des luttes en cours au jour le jour doivent être brefs pour pouvoir être utilisés dans le quotidien.

Il y a deux ans, le foyer, qui accueille de soi-disant «cas sociaux», a ouvert ses portes de façon tout à fait improvisée :

— une gestion déplorable : absence de matériel, un économe au bout d'un an et demi. En décembre 75, plus d'argent dans les caisses, les enfants ne peuvent donc pas partir en vacances.

— l'alimentation exécrable a provoqué, à l'ouverture du foyer, des intoxications ; les enfants de 3 ans ont la même nourriture que les adolescents.

— pas de matériel éducatif, pas d'aire de jeux, pas d'atelier éducatif, chauffage épisodique et insuffisant.

— nombre insuffisant d'éducateurs, 2 éducateurs chefs au lieu de 4, mais dans le même temps le nombre de gardiens triplait. Les conditions de sécurité minimales sont donc bafouées ; à l'occasion on utilise des adolescentes, des femmes de ménage ou les gardiens pour garder les enfants, remplacer les éducateurs.

— la DASS (Direction de l'action sanitaire et sociale) fait des économies en employant des éducateurs non formés (il faut attendre deux ans pour pouvoir entrer dans une école) ; elle peut ainsi renvoyer le personnel quand bon lui semble.

Les éducateurs réagissent

En juin l'équipe pluridisciplinaire (éducateurs-équipe médico-psychologique) a mis au point un projet pédagogique qui jetait les bases d'un travail sérieux dès la rentrée 1976. L'éducatrice chef s'oppose à ce projet car il représente une remise en cause de son pouvoir. Elle est chargée en sous-main par la DASS de «normaliser» la situation. La DASS impose un règlement intérieur en contradiction totale avec le projet pédagogique élaboré par les travailleurs du foyer.

Dès lors la lutte ouverte se mène entre les travailleurs sociaux et la DASS.

La DASS envoie les flics

Durant un camp d'été les flics viennent faire une enquête sur des éducateurs qui

s'étaient comme par hasard fermement opposés à l'éducatrice chef. Le camp est interrompu alors que de nombreux témoignages écrits prouvent que le camp se déroulait dans d'excellentes conditions.

Dans le même temps une série d'avertissements grotesques ou injustifiés pleuvent sur les éducateurs. Devant ce scandale que constitue le licenciement de travailleurs à partir d'un rapport de police, les éducateurs déposent un préavis de grève et élaborent une plateforme revendicative.

La grève jusqu'à la victoire

Les travailleurs du foyer réclament : aucun licenciement, levée de toutes les sanctions, contractualisation de tout le personnel, amélioration des conditions de travail et de vie pour les enfants.

Devant l'échec des négociations engagées la grève débute le 8 septembre. Des rencontres ont lieu entre la DASS et les travailleurs sociaux ; devant la volonté de la DASS de laisser pourrir la situation et de ne pas satisfaire les justes revendications, après deux négociations bidon, l'occupation partielle du foyer est décidée.

La DASS a promis beaucoup de choses si les travailleurs reprenaient le travail, ceux-ci n'ont pas été dupes : ils ont durci leurs positions.

Sur 47 éducateurs, 41 ont fait grève et occupé depuis le début, les non-grévistes ont été virés du foyer, les bureaux de la direction, de l'éducatrice chef et le standard ont été occupés. Seul le personnel technique, victime de pressions de la part de la direction, est resté en place (infirmerie, lingerie...).

Les enfants ont été totalement pris en charge par les éducateurs qui ont entièrement organisé leur travail, qui ont assuré la rentrée des classes. Certains ont voulu faire croire que les enfants allaient pâtir de la grève ; ce n'est que pure calomnie ; entre autres activités une grande fête a été organisée pour les enfants. C'est de la direction de la DASS sur le foyer que les enfants pâtissent tous les jours !

Les pontes de la DASS sont venus une nouvelle fois négocier dans le foyer occupé (ce qui est déjà une victoire en soi !) le 17 septembre. Les négociations se sont soldées par une victoire TOTALE !

— réembauche des licenciés à compter du 8 septembre.

— contractualisation de tout le personnel non-titulaire.

— stage de 3 ou 6 mois pour le personnel nouvellement embauché et prise en compte du temps de travail effectué, ces mesures empêchent tout vidage.

— application des textes pour les jours de congé et les heures supplémentaires.

— levée des avertissements, modification du règlement intérieur en fonction du projet pédagogique.

— information sur le budget communiquée au personnel.

— aucune sanction pour fait de grève, paiement des jours de grève à 50 %.

Le travail a donc repris le lendemain. La journée porte ouverte au foyer se transforme et les travailleurs sociaux du foyer de Brétigny ont invité tous les travailleurs sociaux de l'Essonne à venir discuter de leur lutte, du bilan de la grève, des perspectives de lutte dans le secteur social et de leur coordination éventuelle *mercredi 22 septembre à la salle des fêtes de Brétigny.*

Démocratie, unité et détermination exemplaires

Une section CFDT avait été créée il y a six mois, elle a dirigé la grève, tous les grévistes étant syndiqués. Les grévistes se réunissaient régulièrement et prenaient toutes leurs décisions en assemblée générale. Différentes commissions avaient été mises sur pied (popularisation...).

Un appel à la solidarité a été lancé aux nombreux foyers de l'enfance de l'Essonne, aux assistantes sociales... De nombreux tracts ont été distribués à la population qui a apporté un soutien financier, ainsi que plusieurs sections syndicales CFDT des entreprises de

Brétigny. Ce sont là des facteurs déterminants pour le succès d'une lutte.

Si le protocole d'accord a été signé, les éducateurs restent néanmoins vigilants afin que celui-ci soit effectivement appliqué. La DASS n'a qu'à bien se tenir !

L'enjeu politique de la lutte

Les grévistes ont été surpris de la rapidité de leur victoire. En effet la DASS fait partie des patrons de choc et les exemples sont nombreux (foyer du petit Chanteloup à Arpajon...) où elle a voulu laisser pourrir la situation. Il y a plusieurs facteurs qui expliquent cette victoire rapide. Le foyer de Brétigny est un des plus importants de l'Essonne, les conditions de travail sont pour tous les travailleurs sociaux de plus en plus déplorables et le mécontentement gronde. La DASS a eu peur devant la force des grévistes, l'ampleur de la popularisation, de voir le mouvement s'étendre aux autres foyers. C'est là le facteur principal du succès de la lutte.

Mais il est bien évident qu'une telle grève ne laisse pas indifférents nos hommes de «gauche», et il est intéressant de voir quel a été leur comportement. Le maire de Brétigny est un faux communiste du PCF, il est dans la commission de surveillance du foyer, et à ce titre il a participé à une ou deux négociations. Il est aussi depuis les dernières élections conseiller général. A première vue il semble qu'il soit effectivement intervenu auprès de la DASS, ainsi qu'auprès du préfet. Blin, maire de Brétigny, et son petit copain Juquin ont menacé le préfet de mettre

«l'affaire» sur le plan politique s'il ne faisait pas aboutir les revendications des grévistes. Que signifie cette forme de «soutien» ? Nous sommes dans une période pré-électorale et cela va durer jusqu'en 1978, alors les fractions de la bourgeoisie qui convoitent le pouvoir commencent à manœuvrer afin d'obtenir le plus de voix possibles, aux municipales dans un premier temps. Il est probable que la victoire acquise, les faux communistes vont essayer de la récupérer et de faire croire que leur «action» fut déterminante. Mais, les travailleurs doivent comprendre que la véritable force c'étaient eux. Ce sont leur organisation, leur détermination, jointes au soutien de

la France des luttes



NOUVELLE GREVE A L'USINE UGINE-ACIER DE L'ARDOISE (BAGNOLS-SUR-CEZE) — GARD

Un nouveau mouvement de grève a débuté, mardi matin, il est suivi par près de 95 % du personnel de fabrication comprenant 1 700 personnes et doit se prolonger jusqu'à samedi prochain.

Du 17 au 21 août dernier, il y a eu un mouvement identique destiné à appuyer des revendications de salaires et d'effectifs ; augmentation mensuelle de 200 F et prime de 500 F pour les ouvriers touchés

par le chômage partiel durant l'hiver 1975/76.

Ces revendications ont été rejetées par la direction générale qui a seulement proposé le versement uniforme d'une prime de 550 F, payée en deux fois, mais à condition que le tonnage de la production de l'usine atteigne 92 000 tonnes.

C'est la raison pour laquelle les ouvriers ont décidé d'arrêter à nouveau le travail.

POURSUITE DE LA GREVE AUX ACIERIES DE RIVE-DE-GIER

Les 250 ouvriers des Acieries Marrel, à Rive-de-Gier (Loire) ont décidé, mercredi, par un vote favorable à 95 % de poursuivre la grève.

Les grévistes demandent notamment la revalorisation

de la prime de production, le paiement des heures de grève et la levée des sanctions prises récemment sous la forme de déclassement de 30 ouvriers, consécutif à une réorganisation technique de l'aciérie.

USINE CENTRE METAL A BRASSAC-LES-MINES (PUY-DE-DOME)

Cette usine, de grosse manutention, située à 50 km au sud de Clermont-Ferrand, employait 74 personnes. Le 3 septembre, le PDG déposait le bilan sans prévenir personne, et le 15 septembre, 74 licenciements sont prononcés. L'usine est fermée, alors que les comman-

des ne manquent pas et qu'il en arrive encore en ce moment !

Une première occupation des locaux avait déjà eu lieu en 1972, puis l'usine avait redémarré. Elle est de nouveau occupée.

la population, qui ont permis la victoire.

C'est là une situation que de nombreux travailleurs risquent de rencontrer. Nous avons l'habitude des magouilles électorales de droite et de «gauche», mais celle-ci vont s'accroître à l'approche des municipales. Les travailleurs doivent rester vigilants.

Mais il y a une autre facette à ce «soutien» : en effet, le PCF, la CGT sont tout le temps de la grève restés silencieux sur celle-ci. D'un côté on prête la salle des fêtes aux grévistes, on leur prête la photocopieuse de la mairie ; mais aussi on colle sur les affiches popularisant la grève et faisant connaître les revendications à la population, on colle le portrait de Blin «un élu qui vous veut du bien» !

En effet la bourgeoisie de «gauche» ne tient pas à ce que la population, les travailleurs soutiennent de façon active une telle lutte. Ils s'opposent à ce qu'un tel exemple soit discuté et aide à la prise de conscience de la nécessité de luttes dures.

Correspondant H.R.

Dans le même coin, plusieurs petites usines sont menacées. Après Waimberg (60 licenciements) et Centre Métal, ce sont 120 travailleurs de l'entreprise Pareira qui sont menacés, on annonce l'arrêt des travaux neufs à la mine. Ainsi toute la population de la région est concernée, pour faire échec aux fermetures d'usines et préserver leur emploi.



LES CONSEQUENCES DE LA SECHERESSE ET NOTRE LIGNE DE COMBAT (3)

Récemment, des militants marxistes-léninistes se sont réunis dans le but de rassembler des éléments d'enquêtes sur les conséquences de la sécheresse tant sur les plans économique et social, que politique.

En introduction à cette réunion fut lu un rapport central établissant le bilan de la situation issue de la sécheresse dans notre pays.

Hier, nous avons publié la partie consacrée aux conséquences économiques et sociales, et commencé à aborder la question des conséquences politiques. Nous poursuivons cette partie, ainsi que la fin du rapport.

Qui va payer la note ? Le PCF dit non à l'impôt, et propose que ce soit les groupes pétroliers et les entreprises industrielles et commerciales, mais à l'exception des coopératives.

Ainsi ce parti trouve « naturels » les profits extorqués aux ouvriers et paysans du moment que l'entreprise est une coopérative. Voilà une position politique qui nous éclaire bien sur le projet de capitalisme monopoliste bureaucratique d'État que ces messieurs rêvent de mettre en place : « nationalisation » à la ville et « coopératives » à la campagne.

Mettre à nu cette politique du parti révisionniste, la combattre comme une fausse solution à la misère et à l'exploitation paysanne, face à la politique réactionnaire du gouvernement actuel, telle est la tâche de tous les militants marxistes-léninistes au cœur des luttes de classes à la campagne.

Combattre la politique réactionnaire de la bourgeoisie monopoliste, de son État et de son gouvernement, combattre les illusions semées par l'Union de la gauche et particulièrement par le faux Parti communiste français, nécessite que les marxistes-léninistes aient une ligne de classe clairvoyante, simple et juste pour guider le mouvement paysan qui ne peut manquer de grandir, comme un torrent en crue, dans les mois à venir.

La lutte qu'engagent et qu'engagent les travailleurs exploités de la terre est une lutte fondamentalement anticapitaliste et plus particulièrement anti-monopoliste.

Pour les paysans, lutter contre les conséquences de la sécheresse, c'est lutter contre le pillage capitaliste du fruit de leur travail.

Dans les mois à venir des mouvements spontanés se dérouleront sous nos yeux. Pour nous la question ne sera pas de critiquer tel ou tel aspect qui nous semblera erroné, telle violence qui nous semblera mal dirigée ; l'essentiel, pour chaque

révolutionnaire prolétarien, sera de savoir si oui ou non, nous soutenons ces mouvements ; et non seulement si nous les soutenons, mais si nous voulons nous mettre à leur tête et les diriger dans la voie correcte, la seule à nos yeux : la préparation à l'inévitable affrontement de classe, la révolution prolétarienne.

Pour cela il faut que nous ayons bien en tête qui sont nos amis et qui sont nos ennemis, sur qui devons-nous appuyer et qui forme la cible de notre combat.

Nous devons nous appuyer sur les paysans les plus démunis, c'est-à-dire sur les petits fermiers, métayers et petits paysans. Ce sont eux qui sont les plus exploités, les plus spoliés par les monopoles et les propriétaires fonciers. Ce sont eux qui sont méprisés de tous, considérés bien souvent comme « arriérés et réactionnaires ». Ils forment la grande masse la plus sûre avec laquelle le prolétariat des villes et des champs doit compter. Sans elle, il n'y aura pas de changement à la campagne dans notre pays.

La sécheresse et l'immense révolte latente qui se concentre dans les campagnes est une occasion fondamentale de nous plonger au cœur des luttes, d'apprendre et d'organiser ; apprendre et organiser le mouvement là où cela nous est possible dans le but de le mettre sur la seule voie juste, la voie révolutionnaire prolétarienne.

Apprendre, c'est-à-dire mener l'enquête, avoir une connaissance aussi parfaite qu'il soit possible des besoins des différentes couches, des revendications qu'elles expriment et pour lesquelles elles sont prêtes à se battre ; connaissance également du poids des idées anciennes et nouvelles, du poids des différentes forces bourgeoises, du poids des notables locaux.



Manifestation paysanne à Périgueux. (Photo AP).

Organiser, c'est-à-dire stimuler l'initiative des petits paysans en leur donnant confiance dans leurs propres forces, en montrant que c'est possible qu'ils s'organisent eux-mêmes sans la pression des bourgeois ruraux qui, bien souvent, tiennent le syndicat « officiel » progouvernemental, qu'ils définissent eux-mêmes leurs formes d'organisation et leurs méthodes d'action de la façon la plus démocratique possible, c'est-à-dire en assemblée populaire et à main levée. C'est dans cet esprit que nous avons lancé dès le mois de juin le mot d'ordre de « comités de sinistrés », comme la meilleure forme d'organisation pour répondre aux besoins et aux intérêts de la lutte immédiate des petits paysans et des paysans moyens exploités.

Eduquer, c'est-à-dire, nous appuyer sur le mouvement des masses paysannes les plus déterminées aux changements, pour combattre les anciennes idées et proposer les nouvelles, pour propager que seul le socialisme, c'est-à-dire la dictature du prolétariat ouvrier et paysan, pourra stopper l'exode massif des paysans les plus pauvres et des jeunes vers les villes gonflées démesurément ; exode qui est la manifestation concrète que c'est bien le capitalisme qui exproprie le paysan et non le socialisme comme le prétend la propagande réactionnaire. Eduquer, c'est-à-dire nous appuyer sur le mouvement

et sur sa pratique pour désigner les vrais amis des faux.

(...)

LES REVENDICATIONS

Deux points doivent nous guider pour l'élaboration de celles-ci avec les masses paysannes :

— Unité des travailleurs des champs sur la base des intérêts du prolétariat agricole et des petits paysans.

— Unité des travailleurs des villes et des campagnes autour de l'union et de la solidarité ouvriers-paysans, contre la fausse « solidarité nationale » du gouvernement réactionnaire actuel, ou l'union proposée par la « gauche » qui n'est autre chose qu'une union pour mettre en place un nouveau gouvernement qui préservera les intérêts fondamentaux du capitalisme monopoliste d'État et liera inévitablement notre pays au social-impérialisme russe.

(...)

La sécheresse a accru la misère et les difficultés dans les campagnes, elle a révélé le vrai visage de l'odieuse exploitation capitaliste des campagnes, et contre cela, il n'y a qu'une solution : mener la lutte de classe à la campagne, s'unir avec les ouvriers et se diriger dans la voie de la préparation de profonds changements révolutionnaires.

Septembre 76

Cazeneuve (Saint-Denis)

DEBUT DE MOBILISATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

La crise capitaliste continue de sévir dans le monde entier. La France connaît maintenant depuis des années une situation économique en plein bouleversement.

Les gros mangent les petits pour se battre entre eux, résume assez bien les caractéristiques de cette restructuration en cours. C'est précisément le cas dans le secteur de la « machine-outil » en France. Comme nous le relations dans l'Humanité rouge du 2 au 15 septembre 1976, ce secteur industriel est en voie de disparition presque complète. Après Gambin, AMETEC, Cincinnati, Renault machines-outils (400 licenciements), Hernault-Somua (488 licenciements) c'est aujourd'hui Cazeneuve

qui est en voie de démantèlement.

Le groupe Cazeneuve est spécialisé dans la fabrication de tours et là aussi l'avenir du marché capitaliste, ce sont les tours à commandes électroniques, domaine dans lequel la suprématie américaine et ouest-allemande est incontestable aujourd'hui. Aussi ce qui se passe à l'usine de St-Denis du groupe n'est-il qu'une annonce probable de démantèlement pour les autres usines d'Albert et de Vienne.

Cazeneuve a enregistré depuis fin 1974 une baisse de commandes. En mars 75, le patron ramène l'horaire à 32 H, sans que la lutte ne puisse aller à la victoire.

De janvier à fin juillet la baisse des commandes est

énorme. Dans certaines équipes, il n'y a pas de travail pour tous.

Malgré cela le patron laisse l'horaire normal. Le 20 juillet il annonce l'abaissement à 40 H pour le retour des congés.

Pendant les vacances d'août le patron enlève 4 machines (qui permettent de rendre les usines de Vienne et d'Albert indépendantes de la notre). Il enlève également tous les tours finis et de nombreuses pièces permettant le montage de tours. Sans possibilité de chiffrer exactement, on peut évaluer entre 200 et 300 tours de stock en dehors de l'usine.

A la rentrée le patron in-

forme de la tenue d'un comité extraordinaire (qui se tiendra le 9 septembre).

Le 8 septembre, il fait enlever l'informatique et des planches à dessin. A la réunion du CE le lendemain, la direction annonce les mesures suivantes :

— Réduction de l'horaire à 32 H pour le lundi 13 septembre.

— Préparation d'un plan de licenciements de la moitié de l'effectif (environ 220 travailleurs pour 455 au total)

— Rupture d'un point du protocole d'accord issu de la grève d'un mois en 1974. (il supprime la garantie du pouvoir d'achat).

— Suppression du budget « sports ».

Par la suite, le patron déménage tout un service commercial...

En grande partie ils sont convaincus qu'il ne s'agit pas là seulement de 220 licenciements à venir mais bien de la liquidation totale de l'entreprise à assez court terme. Compte tenu des moyens matériels et de la disparition de l'entreprise, il est en effet exclu de pouvoir fabriquer des tours avec un effectif réduit de moitié.

Des débrayages et manifestations à la préfecture de Seine Saint-Denis ont déjà eu lieu. Mais pour le moment les formes de lutte comme les revendications

ne sont pas encore arrêtées de façon définitive compte tenu d'une relative impréparation des travailleurs à cette situation dès la rentrée de septembre. La démobilisation qu'entretiennent les manœuvres patronales (licenciement de la moitié du personnel seulement) et la conception larmoyante et fataliste que développent déjà certains responsables syndicaux de la CGT, (en voulant tenir les travailleurs à l'écart de l'action et chercher le secours des élus du PCF) ne seront surmontées que par la recherche de mots d'ordre et formes de lutte qui tiennent compte de la réalité (liquidation de l'entreprise).



Pollution

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION NUCLEAIRE SE DEVELOPPE

De multiples actions et manifestations contre la pollution nucléaire ont eu lieu ces derniers temps :

DANS L'ISERE

La journée d'action nationale contre l'implantation du surgénérateur Super-Phénix à Creys-Malville, à 60 km au nord de Grenoble, qu'organisaient les Comités Malville, a été fertile en événements. Le 17, trois mille personnes ont manifesté dans les rues de la ville. Une délégation s'est rendue à la préfecture pour demander la publication du plan «Orsec-Rad» prévu en cas de risque d'accident radio-actif ; une autre à la mairie pour demander des nouvelles du renforcement du pont de la Bastille destiné à supporter le passage des lourds convois nucléaires ; enfin une autre a obtenu du Conseil général une séance publique le 24 sur le thème : «Les problèmes posés par Super-Phénix». Plusieurs autres manifestations ont eu lieu dans la région pendant le week-end. Par ailleurs, au cours de cette journée, un groupe de militants a pénétré dans les bureaux de la NERSA, filiale d'EDF chargée du projet de surgénérateur pour poser au directeur

ou la divulgation de documents officiels et secrets».

DANS L'ARDECHE

A Meysses, petit village de quelques centaines d'habitants, la plupart des habitants se sont réunis le 19 pour protester contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Cruas-Meysses avec quatre tours de refroidissement de 160 m. Cela fait plus d'un mois qu'ils occupent le site et empêchent le début des travaux.

USINE DE LA HAGUE

Le 16 septembre, 85 % des neuf cent cinquante travailleurs de cette usine chargée du retraitement des combustibles irradiés, ont occupé l'entreprise pour protester contre son passage sous le contrôle d'une filiale privée du CEA, la Cogema. Ils craignent que ce ne soit le prétexte à la remise en cause des avantages acquis dont ils jouissent en tant que personnel du CEA ainsi qu'à une détérioration des conditions de travail et de sécurité. Ces craintes sont amplement justifiées étant donné le contenu des contrats d'embauche que la Cogema a adressé individuellement à chaque travailleur et les conditions d'in-

que développe le système capitaliste. Elle craint à juste titre que celles-ci soient décuplées avec le nucléaire.

Lorsqu'on sait comme le capitalisme fait bon marché de la santé et de la vie du peuple, comme en témoigne l'importance des accidents du travail, la pollution industrielle croissante malgré la «réglementation», on ne peut manquer de s'interroger sur les études qui ont été faites concernant les risques inhérents à l'énergie nucléaire et les mesures de sécurité prises pour y faire face. Le gouvernement garde la dessus un silence injustifiable qui ne peut qu'augmenter une inquiétude légitime et dont il faut exiger qu'il cesse. On ne peut tolérer que l'utilisation de l'énergie nucléaire se fasse aux dépens de petits paysans expropriés ni au détriment de la santé voire de la vie des travailleurs employés dans ce secteur et de la population. C'est donc à juste titre que le Comité Malville veut poser aux responsables un certain nombre de questions concernant les mesures de sécurité notamment en cas de conflit important et de bombardement, en cas de tremblement de terre plus

Quels sont les risques que présente l'énergie nucléaire ?

Le risque d'explosion nucléaire proprement dit est pratiquement inexistant dans les centrales classiques, l'explosion d'un réacteur au sens mécanique du terme pouvant cependant entraîner une contamination dans un rayon de plusieurs kilomètres.

Par contre, dans le cas d'un surgénérateur du type de celui qu'il est prévu d'implanter à Malville, et qui a l'avantage de pouvoir utiliser l'uranium naturel extrait du sous-sol, le risque devient plus important du fait de l'emploi de plutonium.

La pollution radio-active est un risque réel notamment durant les transports d'oxyde d'uranium vers les centrales ou de déchets radio-actifs vers une usine de retraitement : ainsi le 13 février 1975 un convoi qui transportait 110 tonnes de déchets radio-actifs d'Allemagne vers l'usine de la Hague a soulevé une inquiétude légitime en s'immobilisant

sant à la suite d'une rupture d'essieu en Moselle.

Des incidents peuvent aussi se produire au cours du fonctionnement de la centrale. Ainsi à Windscale en Grande-Bretagne la réaction de fission dans un réacteur s'est emballée et comme de surcroît on était en train de changer les filtres, les barres de contrôle ayant fondu, de l'iode radio-actif s'est répandu. La consommation de lait fut interdite pendant plusieurs jours dans un périmètre de plusieurs dizaines de kilomètres autour de la centrale.

Les centrales rejettent des produits radio-actifs qui polluent l'atmosphère et dont certains comme le tritium, qui a une période assez longue d'une douzaine d'années, s'accumulent dans l'eau et du fait de leur concentration dans la chaîne alimentaire peuvent contaminer l'homme à des taux plus de 1 000 fois supérieurs. Quant aux déchets on sait que les énormes problèmes de stockage qu'ils vont poser n'ont pas encore été résolus.

se des risques ou bien qu'ils ne sont pas évités. La pollution et les dangers d'utilisation de l'énergie nucléaire ne présentent pas de différence de nature avec la pollution qu'a connue le monde depuis le développement de l'industrie et du système capitaliste, mais seulement, ce qui n'est d'ailleurs pas négligeable, une différence de degré importante.

LA POLLUTION PEUT ETRE VAINCUE

Le développement de l'industrie, de la science et des techniques porte en lui-même la possibilité de surmonter la pollution en même temps qu'il la crée, à condition toutefois que la production ne soit pas soumise à la loi du profit qui règne sans partage dans notre société. L'histoire du développement industriel est jalonnée par la transformation d'éléments nuisibles et sans utilité en éléments précieux et utiles. Il n'y a aucune raison pour que la pollution nucléaire fasse exception et qu'on n'arrive pas à la maîtriser.

Mais la maîtrise progressive de la nature ne peut se faire au service de l'homme que dans une société socialiste. Ceci, non pas certes de façon «automatique» comme par un coup de baguette magique, mais par l'application dans le domaine de la lutte contre la pollution d'une ligne politique juste faisant notamment appel à l'enthousiasme révolutionnaire des masses populaires. Seul un régime socialiste peut se donner les moyens de lutter de façon

efficace contre la pollution et notamment la pollution nucléaire car le but de la production n'est pas alors de remplir les poches d'une minorité mais de subvenir aux besoins et au bien-être du peuple.

Prenons en guise de témoignage deux exemples contradictoires tirés d'un article fort intéressant de la revue chinoise «Dialectique de la nature» publié dans le No 3 de «Vent d'Est».

A Shanghai «après la Libération, l'industrie prit un essor fulgurant, l'environnement s'améliora grandement et de larges zones de verdure furent aménagées dans les quartiers ouvriers... En quelques années à peine, près d'un tiers des cheminées ont été équipées pour la récupération des fumées et poussières, de sorte que chaque année 74 % des résidus industriels sont réutilisés».

Par contre après la restauration du capitalisme «l'URSS est devenue la deuxième "superpuissance" polluante tout de suite après les Etats-Unis... le profit est au poste de commande. Lorsqu'une usine ou une mine dépasse l'objectif de production fixé par le plan,

elle peut obtenir de 5 000 à 10 000 roubles de primes (qui vont dans les poches des dirigeants et des cadres) ; or, il suffit de 500 roubles environ pour payer les amendes pénalisant la pollution».

Dans notre pays, nous n'attendons pas bien entendu le renversement du système capitaliste pour lutter contre la pollution sous toute ses formes, notamment la pollution nucléaire qui augmente considérablement les risques. Cette lutte fait partie intégrante de la lutte contre le capitalisme et contribue à développer la conscience anticapitaliste des masses à partir des méfaits du système qui les touchent fortement. Aussi pour la mener à bien et la développer faut-il lutter contre les conceptions qui masquent la nature de classe de la pollution, notamment en considérant ce fléau capitaliste comme un danger inéluctable lié à la seule croissance industrielle et démographique, et se répandent en prévisions pessimistes masquant le fait que c'est l'homme qui est le facteur décisif et que l'avenir appartient à la classe ouvrière et au peuple.



Les travailleurs de l'usine atomique de la Hague en lutte notamment pour les conditions de sécurité.

un certain nombre de questions concernant la sécurité de la population. Le lendemain, une trentaine de personnes ont réussi à s'introduire par petits groupes dans les locaux de la préfecture abritant la protection civile. Ils ont, semble-t-il, emporté outre le dossier «Orsec-Rad», le dossier du Centre d'étude nucléaire de Grenoble (CENG) et plusieurs autres dont l'un concernant la pollution de Pechiney-Ugine-Kuhlmann dans le Rhône et les risques industriels en général. Un membre du Comité Malville aurait déclaré que dans le cadre de la non-violence pourraient avoir lieu d'autres actions illégales «comme l'occupation de locaux, l'arrêt des transports nucléaires

sécurité dans lesquelles travaillent déjà les ouvriers qui n'ont pas le statut de membre du personnel du CEA. Ils sont notamment affectés aux travaux les plus irradiants et ceci sans contrôle.

Samedi l'usine était évacuée par la police sur ordonnance du tribunal, mais le lundi suivant, la presque totalité du personnel réuni en assemblée générale a décidé de continuer la grève.

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION NUCLEAIRE EST INDISPENSABLE

Si de nombreuses manifestations ont lieu lors de projets ou d'installations de centrales nucléaires c'est que la population a fait l'expérience des nuisances

fort que prévu, durant le transport, etc. L'une de ces questions mérite qu'on s'y arrête : «L'an dernier, en Allemagne — déclare le comité — un accident minime s'est produit qui a quand même coûté la vie à deux ouvriers. Contrairement aux instructions des deux constructeurs, la direction a fait faire les réparations sans arrêter le réacteur pour réparer au moindre frais. Les risques d'accidents graves ne viennent-ils pas non d'une défaillance technique mais d'une appréciation humaine ou des contraintes de rendement ?»

Elle met le doigt sur un point fort important : en matière d'énergie nucléaire comme ailleurs, c'est le système capitaliste qui est cau-



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



Le 9e Congrès international des Sciences préhistoriques s'est tenu à Nice

LE ROLE DE LA FACE ET DE LA MAIN DANS L'ÉVOLUTION HUMAINE

Les paléontologues considèrent que le critère fondamental de l'homme c'est la *station verticale* avec deux phénomènes qui en découlent : la possession d'une *face courte* et une *main qui ne sert pas à marcher*. La liberté de la main, alliée à une face courte (sans canines pour se défendre), nécessite et rend possible la production de ces organes artificiels que sont les outils.

Contrairement à ce qu'on a longtemps cru, le volume du cerveau ne joue qu'un rôle secondaire dans l'évolution de l'homme. Au 9e Congrès de la Préhistoire de nombreuses communications ont renforcé ce point de vue. En effet, les vestiges découverts ces dernières années (en Afrique du Sud et en Éthiopie) viennent de races humaines, très archaïques (environ 3 millions d'années) et très différentes de nous, mais qui possèdent quand même ces caractéristiques qui ne sont en rien celles des singes (notamment par le volume cervical). Nous nous trouvons là à la charnière entre l'évolution des espèces animales (disons la biologie) et l'évolution des sociétés humaines (l'Histoire). L'évolution et les progrès de la race humaine, pourvue de ces caractéristiques, va aller vers la libération sans cesse accélérée par rapport aux exigences de la nature. Le développement n'a pourtant pas été linéaire : ainsi certaines races d'hommes se sont éteintes en différents endroits faute d'avoir eu les moyens techniques de s'adapter à de nouvelles circonstances (glaciations, etc.).

Arrêtons nous un instant sur le rapport entre la main et la face. Dans une espèce animale, le passage à la station verticale (différenciation croissante des fonctions de la main et du pied) entraîne une restructuration de l'ensemble cervical qui tend à s'équilibrer sur la colonne vertébrale au lieu de se trouver « en bout » comme chez les quadrupèdes. Cela entraîne un raccourcissement de la face et notamment des mâchoires et en même temps la voûte crânienne ne sert plus uniquement à soutenir la tête au bout du corps, d'où possibilité de développement du cerveau. Cela amène les paléontologues et les préhistoriens modernes à considérer que l'usage des outils, lié à la libération de la main et l'usage de la parole, lié à la libération de la face sont deux choses conjointes dans l'évolution de l'homme. Ces

considérations sont extrêmement schématiques, mais elles mettent en lumière l'origine animale de l'homme et surtout comment les lois de l'évolution biologiques ont engendré les lois de l'évolution sociale qui, tout en venant des premières, en sont radicalement différentes.

L'outil est le propre de l'homme. « Aucune main de singe n'a jamais fabriqué de couteau de pierre, même le plus grossier » (Engels). Un outil est un instrument fabriqué volontairement, dans un but précis et reproductible. Un singe peut s'emparer d'un bâton pour attraper un fruit, mais il n'aura pas l'idée de le faire à chaque fois et surtout de s'en fabriquer un. C'est pourquoi, les préhistoriens divisent les étapes de la préhistoire en fonction des outils qu'ils retrouvent.

On distingue en gros : le Paléolithique inférieur, moyen et supérieur (respectivement il y a environ 3 millions d'années, 400 000 ans et 40 000 ans), le Mésolithique (après les dernières glaciations) et la révolution néolithique (10 000 ans).

Au Néolithique on travaille déjà les métaux les plus faciles à extraire (ex. le cuivre). Ensuite viendront les premiers âges de la « protohistoire » où les métaux prennent le pas sur le silex. Le gain de productivité est tel que d'importants excédents apparaissent et en même temps leur appropriation par certains groupes sociaux, c'est-à-dire la société de classes.

Si l'on voulait ramener la durée des temps préhistoriques à la durée d'une année, l'époque paléolithique durerait jusqu'au début décembre et la révolution néolithique apparaîtrait le 25 décembre à minuit. On voit ainsi avec quelle lenteur a débuté l'histoire et comment en revanche, chaque innovation technique acquise à grand peine raccourcit le temps nécessaire pour atteindre la prochaine acquisition. Chaque acquisition provoque en effet un surplus de production et une « disponibilité » plus importante à chaque fois, c'est-à-dire une extension d'une spécialisation de l'activité humaine.

Le principe d'évolution a entraîné l'apparition des sociétés de classe du fait de

la division croissante des tâches liée à la production d'excédents mais surtout il crée en définitive, les conditions matérielles nécessaires à la suppression de ces sociétés de classe en dégageant l'humanité des contraintes de la nature.

Bibliographie :

Il y a peu de bonnes études de vulgarisation sur la préhistoire. Il existe toutefois deux excellents volumes offrant des vues synthétiques sur l'évolution des hommes : « Le geste et la parole (2 vol.) A. Leroi-Gourhan, Ed. Albin Michel. Ils sont un peu difficiles mais valent bien l'effort.

D'autre part, une excellente étude synthétique assez complète mais très technique : « La préhistoire » sous la direction d'A. Laming. — Empereur — collection Clio (PUF).

Le texte d'Engels « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme » dans « Dialectique de la nature » (Ed. Sociales) reste un excellent exemple de la méthode matérialiste dialectique dans ce domaine, mais il est aujourd'hui largement dépassé mais pas contredit par les découvertes de cette science.

culturel

Cinéma Une lectrice a vu «Chantons sous l'occupation»

«Chantons sous l'occupation» veut retracer, à l'aide d'un montage d'actualités de l'époque, la vie artistique de la France entre 1940 et 1944 : chansons, films, spectacles de théâtre, de music-hall, vernissages artistiques... André Halimi interviewe également un certain nombre de «personnalités» actuelles, politiques ou «artistiques», sur leurs activités pendant cette période et leurs sentiments sur la collaboration.

Car c'est la pierre de touche du film : où commence la collaboration en matière artistique ? Halimi laisse trancher les autres.

Les uns pensent que tous les spectacles parisiens de l'époque en offrant aux officiers et soldats allemands un divertissement, et en cherchant à endormir les Français avec le «gai-Paris» (Paris sera toujours Paris) étaient une honte affichée et un acte de collaboration en soi.

D'autres reconnaissent seulement comme collaborateurs les vedettes qui, comme le chorégraphe Serge Lifar, s'exhibaient à toutes les réceptions allemandes, les vedettes qui, comme Danielle Darrieux, Viviane Romance, etc. se sont rendues en Allemagne et ont été reçues à quelques réceptions officielles, mais montrent de l'indulgence

pour les artistes qui ont continué à travailler pendant cette période. L'art est au-dessus de la politique, on ne pouvait pas faire de Paris un lieu de deuil ! Pour Coquatrix, il faut bien qu'un artiste vive. Quant à Audiard, il est très désabusé : le «cabotinage» c'est humain. (il est horrible et ricanant.)

On ne voit pas bien ce qui sépare cet homme-là de la galerie d'ordures qu'on nous présente également : Manouche, débordante de graisse, vante sans pudeur les grandes bouffes de chez Maxim's (après la vision des files d'attente populaires devant l'épicier, c'est tout à fait réussi) ; l'écrivain Maud de Belleruche ne voit aucun mal au fait de danser avec des Allemands : quand on a 18 ans, on a l'âge de s'amuser ; et puis cette «armée de vainqueurs» ça lui a donné, comme à «toute femelle», des frissons d'admiration ; enfin la directrice de la maison close «One-two-two» évoque aussi la beauté blonde, l'élégance raffinée (et sans doute généreuse) de l'armée nazie : «Ils nous disaient, vous nous regretterez» (elle raconte ça d'un air mutin) «et c'est vrai, quand les Américains sont arrivés, on les a regrettés». C'est la dernière parole du film.

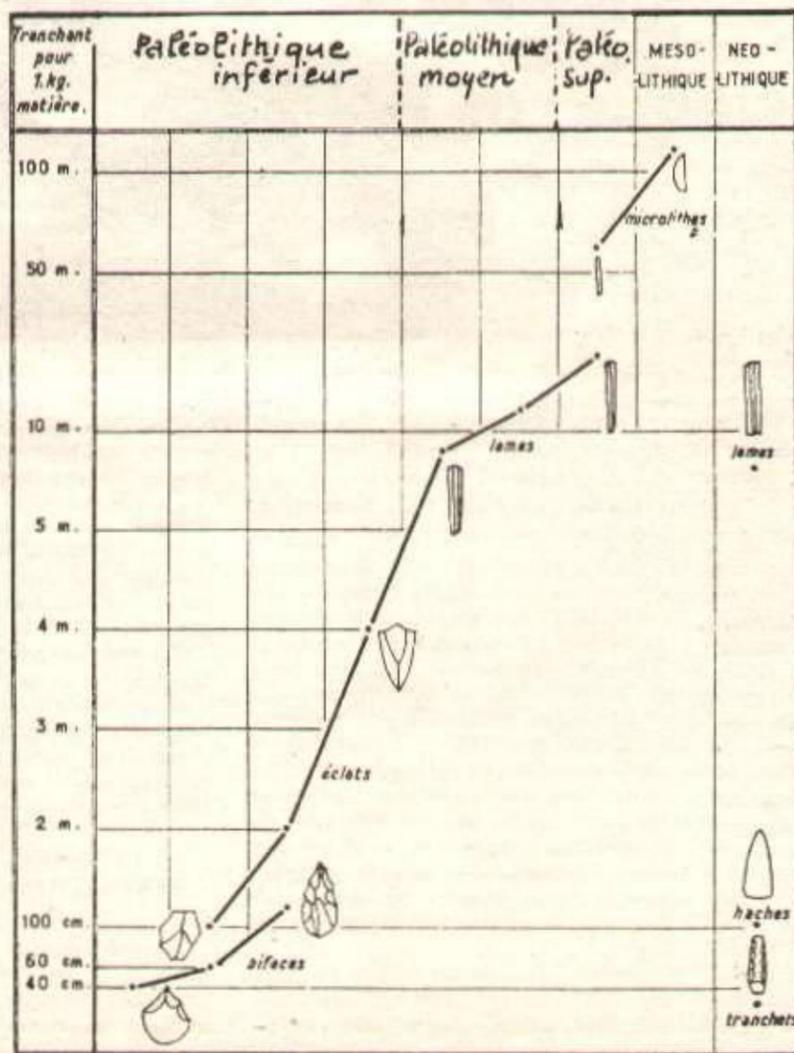
Autant dire que cette fange remuée donne bien mal au cœur. Alors bien sûr, on peut reprocher à Halimi, de n'être pas assez clair sur l'activité de chaque artiste : il nous livre en vrac tous les spectacles auxquels pouvaient assister les Allemands (tours de chant de Fernande, Piaf, Trénet, Chevallier... défilés de modes... filles nues des Folies bergères), on peut lui reprocher d'aller trop vite sur les films et pièces créés à l'époque, on peut lui reprocher de ne pas assez mettre en parallèle les actualités politiques et les spectacles : ce qu'il a pourtant réussi quelquefois, avec un humour féroce ; mais vous serez bien d'accord avec moi, j'en suis sûre, même s'il est très instructif de voir des gens aujourd'hui «célèbres» et actifs lécher les bottes des nazis, ce n'est pas une véritable révélation pour nous.

Ce qu'on doit surtout reprocher à Halimi c'est de ne pas parler du tout des lois régissant le spectacle de l'époque, des tentatives qu'ont pu mener les artistes conscients pour échapper à ces carcans, des spectacles qu'ont pu présenter les artistes ou des amateurs résistants. Il y a pourtant bien dû y en avoir ?

Une lectrice d'HR

L'accélération des progrès techniques

En horizontal sont portées les époques préhistoriques. En vertical sont portées les longueurs de tranchant utilisable que les hommes étaient en mesure d'extraire d'un kg de silex (grâce à la technique de débitage et à l'affinement du travail). On voit très bien l'accélération de la technique dont nous avons parlé. Elle signifie une maîtrise croissante de l'homme sur les produits du sous-sol (en l'occurrence le silex). Si la courbe chute au néolithique (alors que c'est une époque de grands progrès) c'est tout simplement que les activités agricoles, à la différence de la chasse, demandent des outils lourds. Il y avait donc contradiction entre la nouvelle étape et l'ancienne technique qui l'avait produite. La nouvelle étape produisit alors sa propre technique : les métaux.



L'Humanité Rouge

La Grande Révolution culturelle prolétarienne UNE REVOLUTION QUI EBRANLA LE MONDE

Parler de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, c'est également parler de l'un des apports fondamentaux de Mao Tsé-toung au marxisme : la continuation de la révolution sous le socialisme, dans les conditions de la dictature du prolétariat. La Révolution culturelle que dirigea le président Mao fut un événement encore inconnu dans l'histoire. C'est en effet une révolution dans les conditions du socialisme.

D'abord une question se pose : comment Mao Tsé-toung en est-il venu à déclencher cette révolution, d'où est-elle venue ?

Déjà en 1949, Mao Tsé-toung avait dit : «Après l'anéantissement des ennemis armés, il y aura encore des ennemis non armés, ceux-ci ne manqueront pas de mener contre nous une lutte à mort ; nous ne devons jamais les sous-estimer. Si nous ne posons pas et ne comprenons pas maintenant le problème de cette façon, nous commettrons les plus graves erreurs.» Il s'appuyait ainsi sur les enseignements de Marx et de Lénine, selon lesquels la bourgeoisie ne disparaît pas après la prise du pouvoir par le prolétariat, la lutte des classes se poursuit jusqu'au communisme.

En 1956, alors que la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce, de l'industrie était achevée pour l'essentiel en ce qui concerne la propriété des moyens de production, le président Mao proclamait néanmoins : «... La question de savoir qui l'emportera, du capitalisme ou du socialisme, n'est pas encore véritablement résolue.» «La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë.»

Par ailleurs, après 1956, le président Mao put faire le bilan de l'expérience de l'URSS. Après une quarantaine d'années de socialisme, la bourgeoisie avait repris le pouvoir. Une nouvelle bourgeoisie s'était constituée dans les conditions du socialisme, au sein du parti communiste et de l'Etat et avait réussi à déposséder le prolétariat du pouvoir, après la mort de Staline.

Il fallait à tout prix éviter que la même tragédie puisse se reproduire en Chine. En Chine aussi, la bourgeoisie continuait à exister. Si le prolétariat ne poursuivait pas contre elle une lutte résolue, ne renforçait pas son pouvoir, elle pourrait reprendre le dessus.

LES OBJECTIFS DE LA REVOLUTION CULTURELLE

Non seulement la bourgeoisie existait en Chine, mais elle avait réussi à s'emparer d'une partie du pouvoir au sein du parti et de l'Etat. Cette bourgeoisie, composée de membres des anciennes classes exploiteuses, comprenait également et surtout de nouveaux bourgeois qui, mettant à profit leurs positions dans le parti et l'Etat, dominaient les masses et qui, si on les laissait faire, rétabliraient le capitalisme. Elle avait ses représentants au plus haut niveau du parti communiste. Son chef de file était Liou Chao-chi. L'objectif de la Révolution culturelle était de reprendre la partie du pouvoir usurpée par cette nouvelle bourgeoisie. Il s'agissait bien d'une révolution, dont le but était de renforcer la dictature du prolétariat.

Cette bourgeoisie avait établi ses positions en particulier dans un secteur : celui de la culture. Dans ce domaine, les classes exploiteuses bénéficiaient d'une très ancienne expérience. Dans les domaines de la littérature, de la musique, du théâtre, etc., la révolution n'avait pas encore fait son œuvre.

A partir de là, la nouvelle bourgeoisie, répandant son idéologie, préparait sa prise du pouvoir. En 1962, Mao Tsé-toung déclarait à ce sujet : «Pour renverser un pouvoir politique, on commence toujours par préparer l'opinion publique et par faire un travail idéologique. Ce qui est vrai aussi bien pour une classe révolutionnaire que pour une classe contre-révolutionnaire». Le but de la Révolution culturelle sera donc de permettre au prolétariat d'établir son pouvoir dans le domaine de la culture comme dans tous les domaines. La Révolution culturelle, c'est la révolution dans le domaine de la conception du monde.



En 1966, le président Mao passant en revue les gardes rouges venus de tout le pays (photo Chine nouvelle).

LES ETAPES DE LA REVOLUTION CULTURELLE

C'est d'abord dans le domaine de l'art que la lutte s'engagea, dans les places fortes de la bourgeoisie. Ce fut la révolution dans l'opéra de Pékin, le ballet et la musique symphonique. Dans cette lutte, des pièces révolutionnaires apparurent. Le prolétariat et son idéologie pénétraient sur la scène jusque-là réservée aux classes exploiteuses. Puis le combat s'étendit. Le 16 mai 1966, sous la direction du président Mao, le Comité central du Parti communiste chinois rédigeait une circulaire appelant à combattre «les individus du genre Krouchtchev». Aussitôt, un véritable raz de marée révolutionnaire déferla dans le pays.

Bientôt, partout apparurent des dazibao (affiches) critiquant les idées réactionnaires. Des groupes de Gardes rouges

se formèrent. A cela, Liou Chao-chi répondit par la répression, cherchant à étouffer le mouvement révolutionnaire de masse.

Mao Tsé-toung rédigea alors lui-même un dazibao. «Feu sur le quartier général» y écrivit-il. Dans une lettre aux Gardes rouges il écrivait : «On a raison de se révolter contre les réactionnaires. Je vous exprime mon soutien chaleureux.» Place Tien An Men, à Pékin, il accueillit plus de 13 millions de Gardes rouges qui dans tout le pays insufflaient l'esprit de la lutte. Liou Chao-chi fut renversé mais la lutte n'était pas achevée pour autant. Entre l'hiver 1966 et le printemps 1967, une contre-offensive de la bourgeoisie eut lieu. Son but était de réhabiliter Liou Chao-chi et de réprimer les masses.

A Changhaï, en janvier 1967, la classe ouvrière arrachait le pouvoir aux responsables engagés dans la voie capitaliste. Mao Tsé-toung lançait alors le mot d'ordre : «Révolutionnaires prolétariens,

critiquent les responsables engagés sur la voie du capitalisme. L'objectif étant qu'à travers cette lutte les larges masses soient en mesure d'élever leur conscience, d'apprendre à discerner le révisionnisme, de déployer leur initiative pour permettre le développement des nouveautés révolutionnaires. Le rôle des communistes dans cette lutte était de se tenir au premier rang pour mobiliser les masses, impulser la critique du révisionnisme.

Un autre principe fut de savoir distinguer les différents types de contradictions.

«Il faut veiller à ce qu'une stricte distinction soit faite entre les éléments de droite antipartis et antisocialistes et ceux qui, tout en soutenant le parti et le socialisme, ont tenu des propos erronés ou commis des actes erronés, écrit de mauvais articles ou des œuvres dont le contenu laisse à désirer» déclarait le Comité central du Parti communiste chinois. Mao Tsé-toung devait notamment veiller à ce que les contradictions au sein du peuple soient résolues correctement. «Il est normal qu'il y ait des opinions différentes parmi les masses populaires. La confrontation de différentes opinions est inévitable, nécessaire et bénéfique... Il n'est pas permis d'user de contraintes pour soumettre la minorité qui soutient des vues différentes. La minorité doit être protégée, parce que parfois la vérité est de son côté. Même si elle a des vues erronées, il lui est toujours permis de se défendre et de résérer ses opinions.» C'est là ce que déclarait le Comité central du Parti communiste chinois.

Tandis que les révisionnistes, afin d'étouffer la Révolution culturelle, disaient qu'elle nuisait à la production, le président Mao lança le mot d'ordre : «Faire la révolution et promouvoir la production». La Révolution culturelle en mobilisant les masses, en libérant leur énergie créatrice, en permettant au prolétariat de renforcer sa dictature, fut un puissant stimulant pour la production et permit de faire apparaître de très nombreuses innovations techniques. Elle permit de renforcer l'édification économique du socialisme.

IL FAUDRA D'AUTRES REVOLUTIONS CULTURELLES

La Grande Révolution culturelle prolétarienne permit au prolétariat de renforcer ses positions dans le domaine des idées. Elle permit de faire pénétrer la révolution dans de nombreux domaines tels que l'enseignement, l'art, la médecine, etc. Mais le président Mao devait indiquer qu'à l'avenir il faudrait encore d'autres révolutions culturelles. La lutte de classes continuait, la bourgeoisie n'avait pas cessé d'exister et le danger de restauration du capitalisme subsistait. Au sein du parti communiste la bourgeoisie existait encore, ainsi qu'en dehors. Dans les conditions du socialisme, de nouveaux bourgeois continuaient à apparaître. Les luttes menées par le président Mao contre Lin Biao puis Teng Siao-ping en ont apporté de nouvelles preuves.

Mais après la Révolution culturelle, les choses n'étaient plus comme avant.

Les masses chinoises avaient fait l'expérience de la lutte contre la bourgeoisie sous le socialisme, elles s'y étaient aguerries. Une nouvelle page dans l'histoire des révolutions était tournée. Après la tragédie de l'URSS, preuve était faite que l'on pouvait prévenir le retour au capitalisme. Si elle porta un coup terrible aux espoirs des réactionnaires, la Grande Révolution culturelle prolétarienne fut une puissante source d'enthousiasme pour tous les révolutionnaires.

LES PRINCIPES DE LA REVOLUTION CULTURELLE

Pour mener cette révolution d'un type nouveau, le président Mao s'appuya sur les masses du peuple chinois pour qu'elles se révoltent contre les révisionnistes et